

TABLEAU DE BORD : CONJONCTURE ÉCONOMIQUE DU BASSIN DE BREST

AU SECOND SEMESTRE 2024

#24 | Février 2025

OBSERVATOIRE | NOTE DE CONJONCTURE

À l'image du reste du territoire national ou régional, le contexte économique et politique de la seconde partie de l'année 2024 est venu peser sur l'activité des entreprises du bassin de Brest. De manière unanime, quel que soit le secteur d'activité observé, les dirigeants locaux font état d'un repli des performances économiques. Malgré une inflation en recul, la croissance économique n'est pas au rendez-vous, conséquence d'un fléchissement des investissements et d'une consommation peu dynamique. À cela s'ajoutent des incertitudes budgétaires et fiscales encore mal définies, venant peser sur les perspectives des chef-fes d'entreprises du bassin brestois.

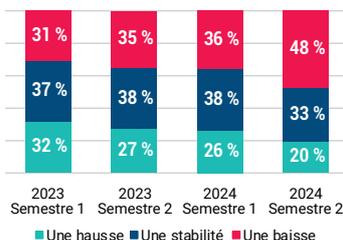


Parmi les 2 190 chefs d'entreprises ayant répondu à l'enquête régionale, elles ou ils sont 220 à diriger au moins un établissement localisé dans le bassin de Brest. Les données ont été redressées pour garantir la représentativité des secteurs d'activités et des tailles d'entreprises.

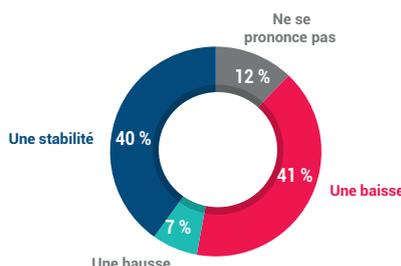
48 % des chefs d'entreprises font état d'un recul du chiffre d'affaires dans le bassin de Brest au 2^e semestre 2024

Chiffre d'affaires : une baisse de l'activité qui se confirme

Évolution du chiffre d'affaires



Perspective de chiffre d'affaires des 6 premiers mois de 2025



48 % des chef-fes d'entreprises font état d'un recul du chiffre d'affaires dans le bassin de Brest au 2^e semestre 2024, quand ils n'étaient que 36 % au semestre précédent et 35 % il y a un an. Cette proportion s'inscrit dans la dynamique observée à l'échelon régional (47,5 %). En d'autres termes, c'est près d'une entreprise sur deux qui voit son chiffre d'affaires reculer sur la seconde partie de l'année 2024, signal d'un contexte économique moins porteur.

Malgré une inflation en recul, la consommation des ménages est restée atone au second semestre, ceux-ci

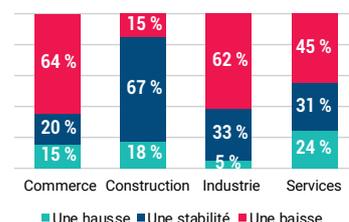
favorisant une attitude prudente en matière de dépenses, au profit d'une épargne de précaution. Les entreprises ont également freiné leurs investissements en raison du contexte, notamment bancaire - encore pénalisant - et face à une incertitude sur les trajectoires budgétaires et fiscales à venir. Enfin, la persistance des tensions sur le plan géopolitique n'a pas permis de compenser le ralentissement de la demande intérieure.

Dans le même temps, les entreprises sont moins nombreuses à souligner une activité en croissance, seulement 20 % d'entre-elles au second semestre 2024 contre 26 % six mois plus tôt. Il en va de même pour celles soulignant une activité stable (33 % contre 38 %).

Les perspectives d'activité pour le début d'année 2025 se confrontent à l'incertitude globale. 41 % des répondants s'attendent à une baisse du chiffre d'affaires au cours du premier semestre, reflet de difficultés à venir.

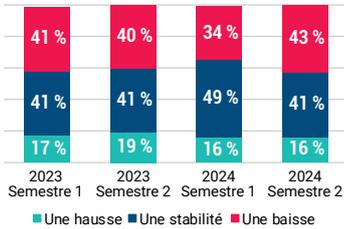
Les activités commerciales et industrielles apparaissent les plus marquées par cette baisse de l'activité, une situation moins favorable qu'à l'échelon régional, avec respectivement 64 % et 62 % des sondés qui font état d'un recul du chiffre d'affaires, quand cette proportion est de 45 % pour les services, ou de 15 % pour la construction, dont le niveau d'activité résiste encore sur la seconde partie de l'année.

Évolution du chiffre d'affaires par secteur d'activité



Une rentabilité difficile à maintenir

Évolution de la rentabilité



Conséquence d'un climat des affaires perturbé, la rentabilité des entreprises s'est trouvée fortement impactée au cours des 6 derniers mois de l'année 2024. Les professionnels sont plus nombreux à déclarer une stabilité et même une dégradation de leur rentabilité. 43 % évoquent une baisse contre 34 % six mois plus tôt. Le prix élevé des coûts de production affecte les marges bénéficiaires des entreprises.

De la même manière que pour l'activité des entreprises, les perspectives de rentabilité sont floues : 40 % des chef-fes d'entreprise s'attendent à une baisse de la rentabilité au cours du premier semestre 2025, une proportion en augmentation de 19 points comparativement à la dernière vague d'enquête.

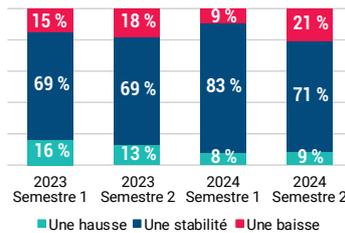
Emploi salarié : les signes d'un repli

Au cours des 6 derniers mois de l'année 2024, les chef-fes d'entreprise qui soulignent un recul des effectifs salariés sont en très forte progression : 12 points de plus entre le premier et le second semestre 2024, une dynamique jamais observée dans de telles proportions depuis la réalisation de l'exercice à l'échelon local, même au plus fort de la crise sanitaire. Cette trajectoire est moins favorable que celle observée à l'échelon régional, où 16 % des sondés font état d'un recul des effectifs sur la période.

Face au contexte économique perturbé, à la visibilité très limitée pour les mois à venir, et à une rentabilité mise à mal, les entreprises font le choix de réduire leurs effectifs salariés, dans un objectif de limitation de la masse salariale.

Les perspectives pour le début d'année 2025 ne sont guère plus encourageantes, puisque 19 % des sondés prévoient à nouveau une réduction de leurs effectifs.

Évolution des effectifs

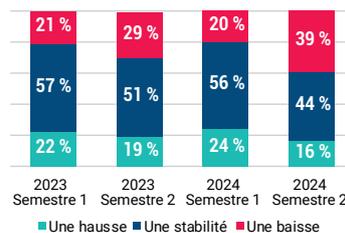


Coup de frein sur les investissements

Les entreprises, confrontées à un environnement peu porteur et incertain, font des arbitrages financiers les conduisant, pour 39 % d'entre-elles, à réduire leurs investissements au cours de la seconde partie de l'année 2024 (37,9 % en Bretagne). Dans certains cas, il peut s'agir de reports de projets en attendant le retour d'un climat plus favorable, tant d'un point de vue financier que politique.

Les perspectives pour les six premiers mois de l'année 2025 s'inscrivent dans cette logique d'attentisme, puisque 40 % des sondés anticipent un recul des investissements.

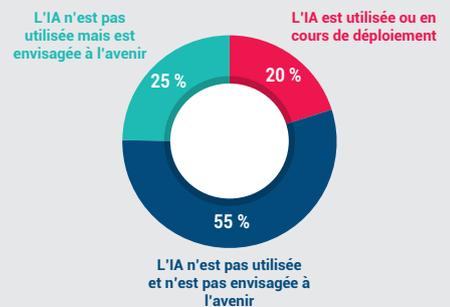
Évolution des investissements



QUESTION D'ACTUALITÉ INTELLIGENCE ARTIFICIELLE, UNE INNOVATION QUI DIVISE

En ce qu'elle suscite un intérêt médiatique croissant depuis 2023, l'intelligence artificielle (IA) générative a rapidement pris une place significative dans le monde du travail, pour sa capacité à créer du contenu ou faciliter la réalisation de tâches. Cependant, son acceptation est encore hétérogène dans les entreprises et les points de vue divergent quant à son usage, jugée tantôt révolutionnaire, tantôt trop difficile à mettre en œuvre.

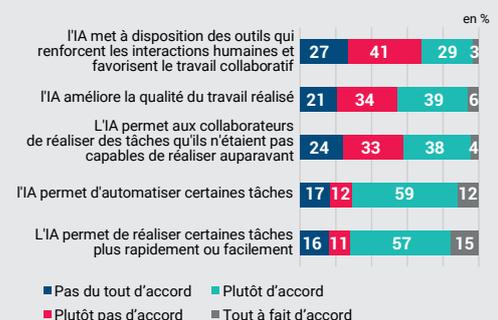
Quel est votre degré d'utilisation de l'IA ?



À l'heure actuelle, 80 % des entreprises du bassin de Brest soulignent ne pas utiliser l'IA, et que cela n'est pas envisagé à l'avenir. Pour autant, et de la même manière qu'à l'échelon régional, l'IA est aujourd'hui utilisée ou en cours de déploiement dans 2 entreprises du bassin brestois sur 10, signal d'une adaptation progressive à ces nouvelles technologies. Fort logiquement, le degré d'utilisation actuel ou à venir varie fortement en fonction du secteur d'activité observé. C'est dans l'industrie et la construction que son usage est le moins plébiscité, contrairement aux activités du tertiaire, qu'il s'agisse des services ou du commerce.

De la même manière, les apports potentiels de l'IA auprès des entreprises restent différemment appréciés par les chef-fes d'entreprise. Si les sondés l'utilisent pour réaliser certaines tâches plus rapidement, voire les automatiser, l'amélioration de la qualité du travail, ou sa propension à renforcer les interactions humaines, semble moins évidentes pour les entrepreneurs locaux, une tendance également observée à l'échelon régional.

Que pensez-vous des affirmations suivantes ?



ADEUPa Brest-Bretagne

18 rue Jean Jaurès - 29200 Brest - Tél : 02 98 33 51 71 - www.adeupa-brest.fr

Direction de la publication : François Rivoal

Réalisation : François Le Pellec

Maquette et mise en page : Timothée Douy

Contact : contact@adeupa-brest.fr

Illustrations : katemangostar, rawpixel.com/Freepik

Délégation de Brest de la CCI Finistère

1 Place du 19^e RI - 29200 Brest - Tél : 02 98 00 38 00 - www.bretagne-ouest.cci.bzh

Direction de la publication : Thierry Guézennec

Réalisation : Éric Stéphan

Contact : eric.stephan@finistere.cci.fr